

# Les exemptions relatives à la réglementation des OGM menacent l'innocuité des aliments et éliminent la transparence publique

## Résumé :

En vertu du changement apporté aux orientations réglementaires par Santé Canada le 18 mai, plusieurs nouveaux aliments génétiquement modifiés (OGM) seront exemptés de la *Réglementation des aliments nouveaux*. Ce changement permet à l'industrie d'évaluer elle-même l'innocuité de ses produits de façon confidentielle. Il menace la santé humaine et l'intégrité de l'environnement, et mène à un grave manque de transparence pour les Canadiens. Le ministère dit maintenant qu'il proposera des modifications à la réglementation afin de refléter ces nouvelles orientations. Par ailleurs, l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) propose des exemptions similaires pour plusieurs semences issues de l'édition du génome.

## Nos principales recommandations :

Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB) s'oppose à ce que les appareils réglementaires cèdent aux concepteurs de produits la responsabilité d'évaluer l'innocuité des OGM.

- » Santé Canada et l'ACIA doivent conserver leur pouvoir de réglementation sur tous les produits GM, y compris ceux qui sont issus de l'édition du génome, afin d'assurer la sécurité et la transparence : ces instances doivent conserver leur rôle d'autorités réglementaires indépendantes en ce qui a trait aux produits génétiquement modifiés.
- » Santé Canada et l'ACIA doivent évaluer l'innocuité de tous les aliments et plantes génétiquement modifiés : le recours au génie génétique, y compris aux nouvelles techniques de l'édition du génome, doit être systématiquement encadré par des règlements.

## Ce qui change :

Le 18 mai, Santé Canada annonçait des modifications aux orientations réglementaires en ce qui a trait à l'évaluation de l'innocuité des aliments génétiquement modifiés (GM). **Plusieurs semences et aliments nouveaux seront exemptés de la *Réglementation des aliments nouveaux***, ce qui signifie que ces produits ne seront soumis à aucune surveillance ni aucune évaluation de leur innocuité par le gouvernement.

Plus précisément, plusieurs aliments GM qui ne contiennent pas d'ADN étranger (**produits à partir des nouvelles techniques d'édition du génome, aussi appelée édition génomique**) seront exemptés de toute réglementation. Santé Canada renonce à son pouvoir réglementaire sur ces nouveaux OGM, confiant l'évaluation de leur innocuité à leurs concepteurs.

Le 18 mai, Santé Canada a aussi annoncé [son intention de proposer des modifications à la réglementation elle-même](#) afin de refléter ces orientations.

L'ACIA propose des modifications similaires qui exempteraient plusieurs semences issues de l'édition génomique de toute évaluation gouvernementale de leurs risques pour l'environnement.

**En raison de ces changements, on trouvera sur le marché au Canada des aliments et semences issus de l'édition génomique non déclarés et non réglementés.**

## Le cœur du problème :

### Les exemptions réglementaires ne sont pas fondées sur la science et compromettent la sécurité

Les exemptions ne tiennent pas compte des constats scientifiques qui montrent que l'édition du génome peut avoir une incidence sur l'innocuité des aliments et l'intégrité de l'environnement. En considérant de manière réductrice que seule la présence d'ADN étranger justifie le déclenchement d'une évaluation de l'innocuité des OGM par le gouvernement, ces exemptions ne tiennent pas compte du fait que **les effets imprévus de l'édition du génome pourraient créer des problèmes de sécurité.**

Par exemple, des effets imprévus pourraient mener à des altérations des voies métaboliques ou de la composition des protéines, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'innocuité des aliments et l'intégrité de l'environnement. Les nouvelles orientations réglementaires ne reposent sur aucune donnée scientifique et ne résisteront pas à l'épreuve du temps, car elles présument que plusieurs OGM exempts d'ADN étranger demeurent sécuritaires, y compris les produits issus des techniques d'édition du génome qui n'existent pas encore.

- » Ces constats scientifiques sont abordés dans un rapport publié par le RCAB et Testbiotech en mars 2022 (en anglais seulement).

### Les exemptions réglementaires mènent à un grave manque de transparence et minent la confiance de la population

Santé Canada et l'ACIA proposent de renoncer à leur autorité réglementaire sur de nombreux nouveaux produits GM. Cela signifie que ces instances gouvernementales **n'auront plus le pouvoir d'exiger que les concepteurs de produits fournissent de l'information sur ces OGM non réglementés**, qui pourraient par conséquent se retrouver sur le marché sans être déclarés. Ainsi, les agriculteurs canadiens pourraient ignorer que leurs semences sont issues de l'édition du génome, les consommateurs canadiens ne sauront pas quels OGM sont vendus dans les supermarchés et **le gouvernement fédéral ne sera pas au courant de tous les OGM présents sur le marché ou dans l'environnement.** Le gouvernement fédéral ne pourra plus assurer la surveillance et le suivi des OGM, ce qui nuira à sa capacité à pallier les impacts éventuels sur le plan de la sécurité, l'environnement ou l'économie.

- » Ce manque de transparence est abordé dans un document d'information publié par le RCAB en mars 2022.

Pour de l'information sur l'édition du génome, voir le rapport du RCAB : [www.rcab.ca/EditionGenomeRapport](http://www.rcab.ca/EditionGenomeRapport)

Pour une analyse et des mises à jour sur les propositions du RCAB, voir : [www.rcab.ca/pasdexemptions](http://www.rcab.ca/pasdexemptions)

## Qui s'oppose :

- » 105 groupes ont écrit une lettre au ministre de la Santé et à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour lancer un appel à la transparence et réclamer du gouvernement qu'il maintienne sa surveillance sur l'ensemble des aliments et des plantes GM.
- » L'Union nationale des fermiers ont adopté une résolution s'opposant aux propositions lors de leur congrès annuel en 2021.
- » L'Association pour le commerce biologique du Canada et la Filière biologique du Québec ont demandé à la population de se joindre à elles afin de s'opposer aux modifications réglementaires, car elles mettent en péril l'avenir de l'agriculture et des aliments biologiques.



Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB) regroupe 15 organisations de tout le Canada afin de mener du travail de recherche, de suivi et de sensibilisation sur des enjeux liés à l'application du génie génétique dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Le RCAB est un projet de la plateforme partagée MakeWay Charitable Society.